

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 13/02/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ETS MARCHIO**

17 RUE ARAGO  
80130 Friville-Escarbotin

Références : 2026-E30022  
Code AIOT : 0005102266

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement ETS MARCHIO implanté 17 RUE ARAGO 80130 Friville-Escarbotin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée sur la thématique des rejets atmosphériques et de la gestion des eaux pluviales suite à la remise du porté à connaissance visant à modifier la chaîne de traitement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETS MARCHIO
- 17 RUE ARAGO 80130 Friville-Escarbotin
- Code AIOT : 0005102266
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Créée en 1975, la société ETS MARCHIO est une entreprise à vocation de sous-traitance dans le domaine du traitement de surfaces, d'articles sanitaires notamment. La société dispose actuellement d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 10 juillet 2012 l'autorisant à exploiter un volume de bains de 55 880 litres (nickelage, chromage, cuivrage, démétallisation). Du fait de ce volume de bains, l'établissement est soumis à la directive IED relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution.

### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Auto surveillance des rejets Atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 9.2.1.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 4.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	(T) Conditions de rejet - Dispositions Générales	Arrêté Ministériel du 10/07/2012, article 3.2.1	Sans objet
2	(T) Conduits et installations raccordées	Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 3.2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne procède pas à la surveillance des rejets atmosphériques: un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est donc proposé à Monsieur le Préfet sur cette non-conformité

Concernant les rejets d'eaux pluviales au milieu naturel, l'exploitant a indiqué qu'il ne faisait pas d'analyse mais que les eaux pluviales étaient rarement rejetées au milieu naturel car elles étaient stockées dans un bassin étanche. En l'absence d'enjeu immédiat, il n'est pas proposé de mettre en

demeure l'exploitant sur ce point, mais il doit procéder à une analyse sous 2 mois et transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : (T) Conditions de rejet - Dispositions Générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/07/2012, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Captage à la source
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphérique nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont reprise ci-après, doivent être aménagés [...] de manière à permettre des mesures représentatives des émission de polluants à l'atmosphère. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettra des intervnetion en toute sécurité. [...]
<b>Constats :</b>  Sur le terrain, l'inspection a pu constater la présence de dispositifs d'aspiration sur les bains de traitement suivants :  Chrome VI (ancienne chaîne de traitement) Acide (nouvelle chaîne de traitement) Chrome III (nouvelle chaîne de traitement) Cyanure.  L'exploitant a déclaré durant la visite d'inspection que sur la nouvelle chaîne, des réglages d'aspiration restaient à réaliser afin que celle-ci soit homogène sur l'ensemble de la ligne. <u>Observation</u> : l'exploitant est invité à transmettre le rapport d'intervention du prestataire attestant du réglage des dispositifs d'aspiration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : (T) Conduits et installations raccordées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 3.2.3			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, (T) Conduits et installations raccordées			
<b>Prescription contrôlée :</b>  <table border="1" data-bbox="172 1832 1433 1944"><tr><td>N° de conduit</td><td>Installations Raccordées</td></tr></table>		N° de conduit	Installations Raccordées
N° de conduit	Installations Raccordées		

Conduit N°1 :	Bain acides
Conduit N°2 :	Bains chromiques
Conduit N°3 :	Bains Cyanurés

#### Constats :

Durant la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué que des modifications ont été réalisées au niveau des conduits de rejets à l'atmosphère.

Durant la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué que l'installation était dotée de 3 conduits :

- Un conduit est dédié au bain Cyanuré (nouvelle installation)
- Un conduit est dédié au bain Acide et au bain de Chrome III (nouvelle installation)
- Un conduit est dédié au bain de Chrome VI (ancienne installation)

L'exploitant a fait procéder au réglage des deux nouvelles installations de rejets à l'atmosphère (débit, vitesse d'éjection). Toutefois, au moment de la visite d'inspection, le rapport du prestataire n'était pas encore disponible.

L'exploitant a transmis en juin 2025 un porté à connaissance sur la modification des installations. Une demande de complément a été effectuée afin de mettre à jour les informations sur les conduits de rejets à l'atmosphère.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Auto surveillance des rejets Atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 9.2.1.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Auto surveillance des rejets Atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

La surveillance des rejet dans l'air des installations de traitement de surface porte sur :

[...]

- les valeurs limites d'émissions : une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'article 3.2.5 du présente arrêté préfectoral est réalisée au moins selon la fréquence spécifique dans le tableau ci-après et selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.

Polluant	Conduit 1,2 et 3	Méthode d'analyse
CN	Annuelle	
Acidité totale exprimée en H	Annuelle	

Alcalins, exprimée en OH	Annuelle	
Cr VI	Annuelle	NF EN 14 385
Cr Total	Annuelle	NF EN 14 385
HF, exprimé en F	Annuelle	NF X 43 304
Ni	Annuelle	NF EN 14 385
NH3	Annuelle	NF X 43 303
HCl	Triannuelle	NF EN 1911-1-2-3
HCN	Triannuelle	

#### Constats :

Durant la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré ne pas disposer de programme de surveillance des rejets dans l'air ni réaliser les analyses de mesure de concentration et de flux dans l'air. Cela constitue une non-conformité. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé en ce sens.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2012, article 4.3.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejet EP

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les spécifications suivantes:

- pH compris entre 5.5 et 8.5,
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur;
- l'effluent ne dégage aucune odeur;
- les concentrations suivantes :

Paramètre	Concentrations maximale moyenne sur une période de 2 heures mg/l	Normes	

MES	35	NFT 90-105	
Hydrocarbures totaux	10	NFT 90-114	
DCO	125	NFT 90-101	
DBO5	30	NFT 90-103	

#### Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des résultats d'analyse des rejets d'eaux pluviales au milieu naturel. L'exploitant a déclaré ne pas faire de suivi des eaux pluviales rejetées dans l'environnement.

L'exploitant a précisé que la vidange n'est pas automatique et qu'il est nécessaire de procéder à l'installation d'une pompe afin de rejeter les eaux pluviales dans le bassin d'infiltration. S'agissant d'une faible fréquence de vidange du bassin, l'inspection n'a pas identifié d'enjeux à court terme et ne propose pas de mise en demeure, mais rappelle à l'exploitant que le rejet des eaux pluviales dans le bassin d'infiltration n'est possible qu'après réception de résultats d'analyse conformes.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées sous un délai de deux mois les résultats d'analyse des eaux pluviales actuellement stockées et destinées au bassin d'infiltration.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois